

ARGENTINE : FICHE PAYS – SEPTEMBRE 2025

Catégorie OCDE (juin 2025) : 7/7

Notes agences (S&P / Moody's / Fitch): CCC+/Caa1/CCC

Monnaie locale : peso argentin (ARS) / Régime de change : bande glissante

Horizon de la neutralité carbone : 2050

**FORCES**

- Ressources naturelles abondantes (agricoles, énergétiques, minerais critiques)
- Exportateur mondial de produits agricoles
- Niveau d'éducation supérieur à la moyenne régionale et main d'œuvre qualifiée

FAIBLESSES

- Faiblesse des réserves de change
- Inflation élevée mais en voie de diminution
- Dépendance aux cours des matières premières et vulnérabilité climatique
- Insuffisance d'investissements en infrastructure
- Historique de défaut souverain

SYNTHÈSE :

Évolution des risques : positive

Environnement macroéconomique et financier :

- **Vulnérabilité de la croissance** : La croissance est prévue autour de +5,5% en 2025 (après -1,3% en 2024 et -1,9% en 2023). La consommation privée, bénéficiant de la diminution de l'inflation, soutiendrait l'activité. L'investissement pourrait profiter de la levée partielle du contrôle des capitaux, ainsi que du nouveau régime d'incitations (RIGI) pouvant attirer d'importants investissements dans les secteurs à fort potentiel (énergie, mines). Sur le front externe, les perspectives en termes d'exportations restent bonnes, tirées par le dynamisme du secteur agricole (récoltes satisfaisantes) et de l'énergie (gaz).
- **Vulnérabilité des comptes publics** : Le gouvernement Milei a mis en place un programme d'ajustement budgétaire agressif afin d'assurer la soutenabilité de la dette et de mettre un terme aux financements monétaires de la banque centrale (principal vecteur de l'inflation). Pour la première fois depuis 2010, le pays a affiché un excédent primaire et nominal en 2024 (+1,8% et +0,3% du PIB respectivement). Pour 2025, le gouvernement cible un nouvel excédent primaire de +1,6% du PIB. Mais plusieurs projets de loi ont cependant été adoptés par l'opposition au Congrès, pouvant compromettre les objectifs budgétaires fixés.
- **Vulnérabilité extérieure** : En 2025, grâce au nouveau programme du FMI, ainsi qu'au soutien financier d'autres bailleurs de fonds qui ont permis de renforcer les réserves de change du pays, l'Argentine a adopté un régime de change plus flexible (bande glissante), a levé en partie le contrôle des capitaux et a effectué les paiements d'obligations souveraines en devises (coupons et amortissements) dus cette année. Pour 2026 et au-delà en revanche, le pays devra faire face à d'importants remboursements et sa capacité à honorer les prochaines échéances de sa dette nécessitera une combinaison de remboursements via l'accumulation des réserves de change et de refinancement (via le rétablissement de l'accès aux marchés internationaux, dont le coût demeure encore prohibitif). Le résultat des élections de mi-mandat d'octobre 2025 sera ainsi déterminant pour renforcer la confiance des investisseurs et faire baisser les primes de risques.
- **Vulnérabilité du système bancaire** : Le secteur bancaire dispose de liquidités suffisantes et affiche des ratios de solvabilité satisfaisants. Le crédit à destination du secteur privé a eu par ailleurs tendance à progresser et a dépassé, pour la première fois depuis 2020, le crédit accordé au secteur public.

Environnement politique et gouvernance :

- **Stabilité politique** : Des élections nationales de mi-mandat sont prévues le 26 octobre 2025. Elles permettront de renouveler la moitié de la Chambre basse et un tiers du Sénat. Le résultat des élections constituera un bon indicateur de mesure du soutien de la population au gouvernement, ainsi que de sa capacité à mettre en œuvre des réformes supplémentaires.
- **Climat des affaires** : l'environnement des affaires en Argentine est en phase d'amélioration (flexibilisation du régime de change, levée partielle du contrôle des capitaux, assouplissement des procédures pour les importations, régime d'incitations fiscales aux grands investissements).

Environnement et politique climat :

- **Politique climat** : L'Argentine s'est engagée à atteindre la neutralité carbone à l'horizon 2050. L'agenda du gouvernement et les prises de parole de Milei laissent cependant penser que les aspects climatiques ne font pas partie des priorités du gouvernement. Le pays demeure très vulnérable au changement climatique, sécheresse en particulier, pouvant affecter les rendements agricoles, dont les exportations sont la première source d'entrée des devises.

STRUCTURE DES ÉCHANGES**Principaux produits échangés**

Part moyenne des échanges de marchandises 2020-2024 (% du total)

Exportations	Importations
Céréales (maïs, blé...)	Machines, appareils mécan.
Touteaux, alimentation animaux	Véhicules automobiles
Produits non définis par ailleurs	Machines, appareils élect.
Véhicules automobiles	Combustibles
Huile de soja, tournesol, olive	Produits chimiques

Source: CNUCED

Principaux partenaires commerciaux + France

Part moyenne des échanges de marchandises 2020-2024 (% du total)

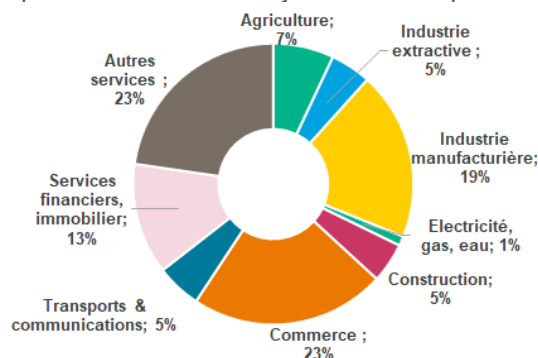
Exportations	Importations
Brésil	Brésil
Chine	Chine
Etats-Unis d'Amérique	Etats-Unis d'Amérique
Chili	Paraguay
France (35ème)	France (14ème)

TABLEAUX DES PRINCIPAUX INDICATEURS

ARGENTINE	2021	2022	2023	2024	2025(p)	2026(p)
STRUCTURE ECONOMIQUE						
PIB (Mds USD, courant)	486	632	646	632	684	715
<i>Rang PIB mondiale</i>	21	21	25	27	30	29
Population (Mns)	45,8	46,2	46,7	47,1	47,6	48,1
<i>Rang Population mondiale</i>	31	31	31	31	31	31
PIB / habitant (USD)	10 610	13 676	13 836	13 415	14 362	14 883
Croissance PIB (%) ^D	10,4	5,3	-1,9	-1,3	5,5	4,5
Inflation (moyenne annuelle, %) ^D	48,4	72,4	133,5	219,9	[37 - 42]	[10 - 15]
Part exportations manufacturées (% total exp.)*	13,5	15,8	19,0	13,3	NA	NA
FINANCES PUBLIQUES						
Dettes publiques (% PIB) ^D	81,0	84,5	155,4	84,7	71,5	68,0
Solde public (% PIB) ^D	-4,3	-3,8	-5,0	0,3	0,4	0,0
Charge de la dette publique (% recettes budg.)	7,8	9,5	8,6	NA	NA	NA
POSITION EXTERNE						
Solde courant (% du PIB) ^D	1,4%	-0,6%	-3,2%	0,9%	-1,7%	-1,4%
IDE (% du PIB)**	1,1%	2,1%	3,2%	1,4%	0,8%	0,2%
Réserves (en mois d'importation B&S)**	8,4	6,8	5,1	6,0	6,4	9,7
Dettes extérieures totales (% PIB) ^D	49%	43%	45%	39%	39%	42%
Dettes extérieures CT (% PIB)*	9,0%	7,0%	6,8%	7,0%	6,4%	6,1%
Taux de change***	95,1	130,5	295,6	916,1	NA	NA
SYSTÈME BANCAIRE						
Fonds propres / actifs pondérés	26,2	29,9	32,5	30,7	NA	NA
Taux de NPL	4,3	3,1	3,6	1,6	NA	NA
ROE	7,2	11,4	26,9	15,6	NA	NA
SOCIO-POLITIQUE						
Rang gouvernance Banque Mondiale (214 Pays)*	116	126	125	NA	NA	NA
Rang doing business (190 pays)*	NA	NA	NA	NA	NA	NA
CLIMAT						
Rang émissions de CO2 par hab. (160 pays) ^a	64	66	70	NA	NA	NA
Rang ND-Gain (181 pays) ^b	68	70	NA	NA	NA	NA
Rang politique climat (64 pays) ^c	40	45	49	51	59	NA

Légendes : (e) estimations ; (p) prévisions Sources: FMI (Weo), *Banque Mondiale, **Oxford Economics; ***T Reuters a : Eurostat, b : Notre Dame Global Adaptation Initiative, c : Germanwatch, d/ FMI, août 2025 (Country Report No. 25/219)

Argentine : Répartition de la valeur ajoutée du PIB par secteur (% , 2023)



Source : CEPAL



1. SITUATION ECONOMIQUE

- **L'Argentine devrait renouer avec la croissance après deux années de récession**

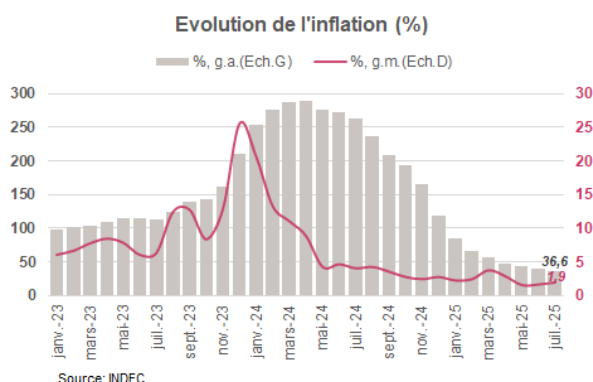
En 2024, le PIB a chuté de -1,3% (après -1,9% en 2023) mais a mieux résisté que prévu (autour de -4% anticipé par la plupart des analystes en début d'année). L'austérité budgétaire (coupes dans les dépenses) et la forte hausse de l'inflation consécutive à la dévaluation du peso (-54% en décembre 2023) ont pesé sur l'activité, qui a toutefois rebondi en fin d'année (+2% au T4 2024)¹.

Pour 2025, les perspectives sont positives avec un net rebond de la croissance, prévu autour de +5,5%. Au T1 2025, l'activité a progressé de +0,8% en t/t et de +5,8% en glissement annuel, portée par l'investissement et la consommation privée.

Au cours des prochains trimestres, la consommation privée continuerait de soutenir la croissance malgré un taux de chômage² qui peine à diminuer, bénéficiant de la baisse de l'inflation, qui resterait contrôlée en 2025. L'investissement pourrait profiter de la levée partielle du contrôle des capitaux (Cf. position externe), ainsi que du nouveau régime d'incitations (RIGI³) pouvant attirer d'importants investissements dans les secteurs à fort potentiel (énergie et mines). Un résultat positif du gouvernement aux élections de mi-mandat (prévues en octobre 2025) pourrait également favoriser l'investissement (poursuite des réformes).

Sur le front externe, les perspectives pour les exportations restent bonnes, tirées par le dynamisme du secteur agricole (récoltes satisfaisantes) et de l'énergie (gaz), dont la production et les exportations vers le Brésil en particulier, progressent.

- **Diminution de l'inflation**



Le programme économique du gouvernement argentin (fin de la monétisation du déficit budgétaire en particulier) a permis de nettement réduire l'inflation. Elle reste néanmoins relativement élevée, atteignant

36,6% en glissement annuel (contre 263,4% sur la même période l'an passé).

Le déploiement du nouveau régime de change depuis la mi-avril (passé d'une parité glissante à une bande glissante), ainsi que la levée partielle du contrôle des capitaux (Cf. position externe) ne se sont pas traduits par une dépréciation marquée du peso, limitant ainsi l'inflation importée.

Selon les analystes locaux, le taux d'inflation serait compris entre 27% et 29% fin 2025 (contre 120% fin 2014).

- **Hausse du crédit bancaire à destination du secteur privé**

En janvier 2025, pour la première fois depuis juin 2020, le crédit bancaire à destination du secteur privé a dépassé le crédit accordé au secteur public. Il atteint en effet 39,5% du total des actifs du secteur financier (contre 34,1% pour le secteur public) et est supérieur à la moyenne des 10 dernières années (soit 37% du total des actifs). La réduction de l'inflation, la baisse des taux d'intérêt, ainsi que la relative stabilité du taux de change ont contribué à la hausse de la demande de crédit des entreprises et ménages.

Malgré cette évolution, le crédit bancaire à destination du secteur privé reste l'un des plus faibles de la région. Il représente 13,2% du PIB en 2024 (contre 48,37% du PIB en moyenne pour les autres pays de la région⁴).

La solvabilité du secteur ne semble pas menacée. Il dispose de liquidités suffisantes et affiche des ratios de solvabilité satisfaisants : le ratio de fonds propres sur actifs pondérés des risques s'élève à 30,6% et le Tier one atteint 30,4% fin 2024, soit un niveau très supérieur au minimum réglementaire de 8% exigé par Bâle 3. La rentabilité du secteur financier a eu tendance à diminuer (ROA à 4,1% après 5,3% en 2023) mais le taux de prêts non performants s'est réduit (1,5% après 3,7%).

2. FINANCES PUBLIQUES

- **Vers un nouvel excédent budgétaire en 2025**

Le point clé du programme de stabilisation initial du gouvernement Milei consistait en un ajustement budgétaire agressif et rapide afin d'assurer la soutenabilité de la dette et de mettre un terme aux nouveaux financements monétaires de la banque centrale, principal vecteur d'inflation.

Avec un objectif d'éliminer le déficit public dès 2024, le gouvernement a mis en place diverses mesures

¹ La désinflation rapide, notamment liée à l'excédent budgétaire qui a permis la fin de la monétisation du déficit par la banque centrale (principal vecteur de l'inflation en Argentine) a entraîné une reprise des salaires réels et des retraites, ainsi que du crédit bancaire à partir du S2 2024.

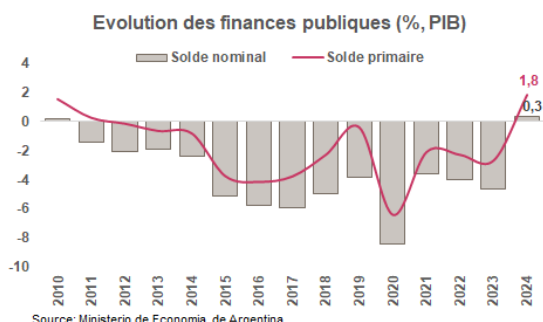
² Le taux de chômage atteint 7,9% au T1 2025, soit le niveau le plus élevé depuis le T1 2021.

³ Régimen de Incentivo para Grandes Inversiones (RIGI). Le RIGI prévoit des avantages fiscaux, douaniers et de change pour des investissements d'un montant minimum de 200 M\$. A noter que le fort potentiel du pays dans les secteurs de l'énergie (gaz non conventionnel), ainsi que ses importantes réserves de lithium, attirent de plus en plus d'investisseurs étrangers ayant des perspectives de long terme.

⁴ Source Banque Mondiale.



qui ont conduit à une baisse de 27% des dépenses publiques⁵, permettant au pays d'afficher un excédent primaire (hors charge d'intérêt) de +1,8% du PIB et nominal de +0,3%, soit une première depuis 2010 (cf. graphique ci-dessous).



Pour 2025, le gouvernement cible un excédent primaire de +1,6% du PIB, soit supérieur à l'objectif fixé dans le cadre de l'accord avec le FMI (+1,3% du PIB). Au S1 2025, l'excédent primaire s'est maintenu à +0,9% du PIB et le nominal à +0,4% du PIB.

A noter toutefois qu'à mi-juillet, plusieurs projets de loi ont été adoptés par l'opposition au Congrès, relatifs aux dépenses sociales en particulier (revalorisation des retraites, ainsi que des aides aux personnes en situation de handicap notamment) pouvant compromettre les objectifs budgétaires fixés. Mais comme attendu, le président Milei a utilisé son droit de veto pour bloquer ces mesures afin de pérenniser l'équilibre budgétaire. Le gouvernement estime en effet que l'ensemble des mesures votées par le Congrès pourrait se traduire par une hausse des dépenses annuelles allant jusqu'à 2,5% du PIB. Le veto présidentiel concernant le projet sur le handicap a cependant été renversé à la chambre des députés et devra être analysé par le Sénat. Si le veto est rejeté, la revalorisation des aides aux personnes en situation de handicap entrera en vigueur et pourrait coûter entre 0,25% et jusqu'à 0,48% du PIB⁶.

Dans ce contexte, le président a annoncé son intention de mettre en place une règle d'or budgétaire, qui viserait à interdire le financement du déficit par la création monétaire et de pénaliser l'approbation des budgets en déficit.

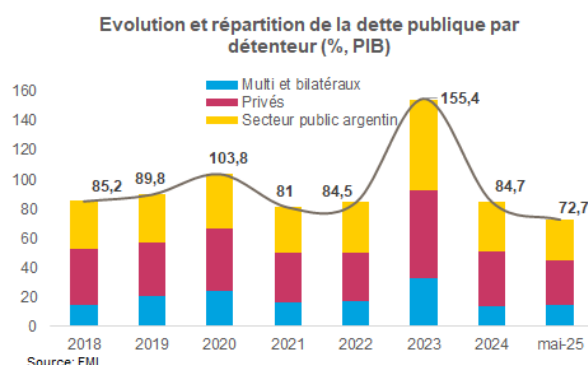
A ce stade, la plupart des analystes locaux prévoient un solde public positif pour 2025, autour de +0,3% du PIB, soit proche de celui de 2024⁷.

Pour 2026, à la suite de la défaite de la coalition « Libertad Avanza » du président Milei aux élections législatives de la province de Buenos Aires, le projet de

budget présenté à mi-septembre met l'accent sur l'équilibre budgétaire mais augmente les allocations sociales (santé, éducation et retraites en particulier). Le budget prévoit ainsi une règle de stabilité budgétaire, qui signifie que si les coûts dépassent les prévisions de recettes, le budget devra être ajusté afin de maintenir l'équilibre des comptes publics. Pour 2026, le gouvernement prévoit un excédent primaire de +1,5% du PIB et de +0,3% du PIB pour le nominal⁸.

• Baisse du ratio d'endettement public

En 2024, le ratio de dette/PIB a chuté à 84,7% du PIB (après un pic 154,6% du PIB en 2023⁹), notamment grâce à la forte croissance du PIB nominal liée à la hausse de l'inflation (237% en moyenne en 2024 après 127% en 2023¹⁰). L'ajustement budgétaire en 2024 a aussi contribué à l'évolution favorable du ratio.



Pour 2025, le ratio dette /PIB est prévu autour 71,5% par le FMI. Au fur et à mesure que le processus de désinflation progresse, l'effet sur le ratio de dette devrait diminuer (effet dénominateur) et pourrait accroître l'effort budgétaire à réaliser pour réduire le ratio d'endettement.

En tout état de cause, les efforts d'assainissement des finances publiques, s'ils sont poursuivis, devraient à minima conduire à une stabilisation de la dette publique à moyen terme.

A noter par ailleurs que les agences de notation ont réhaussé la note souveraine du pays à plusieurs reprises, mais celle-ci demeure encore en catégorie très spéculative : CCC+ chez Fitch, Caa1 chez Moody's et CCC chez S&P.

3. POSITION EXTÉRIEURE

• Retour du déficit courant en 2025

Les exportations argentines sont concentrées sur les matières premières agricoles pas ou peu transformées. Les céréales (maïs, froment, orge), ainsi que les légumineuses (soja) et ses dérivés (farine, huile,

⁵ Il s'agissait principalement d'une baisse des dépenses publiques de retraites (près d'un tiers de l'ajustement budgétaire), la quasi-élimination des dépenses d'investissements, la diminution des subventions (transports, électricité), ainsi une forte réduction des transferts (-78,16% par rapport à 2023) des transferts non automatiques « *discrecionales* » de l'Etat central aux provinces

⁶ Source: *Oficina de Presupuesto del Congreso*.

⁷ Le FMI est légèrement plus optimiste et prévoit un solde budgétaire à +0,4% du PIB pour 2025 (Prév. Août 2025).

⁸ Le budget est basé sur un scénario de croissance de 5%, une inflation à 10,1% en fin d'année, et un taux de change de 1423 ARS/USD.

⁹ A noter qu'en 2023, la hausse du ratio dette/PIB a résulté de la dévaluation du peso et de la chute de l'activité. La dette publique émise en devises représente 55% du total de la dette en juin 2025.

¹⁰ A noter par ailleurs qu'une partie de la dette est indexée sur l'inflation mesurée en fin d'année, plus faible que l'inflation moyenne pour l'ensemble de l'année, sur laquelle le PIB est calculé.



tourteaux de soja...) représentent en moyenne plus du tiers des exportations du pays. Le secteur automobile constitue la seule exception notable à cette prépondérance des matières premières.

En 2024, le solde courant est devenu excédentaire (+0,9% du PIB), en raison de la chute des importations sous l'effet de la dévaluation du peso, de la hausse de la taxe sur les importations (PAIS), ainsi que de la baisse de la demande domestique.

Pour 2025, malgré le dynamisme des exportations agricoles et énergétiques (+4% sur un an au S1 2025), un retour à un déficit courant est prévu, autour de -1,7% du PIB, en raison de la hausse de la demande interne (reprise de l'activité) et des effets temporaires de l'assouplissement des restrictions à l'importation.

- **Flexibilisation du change et levée partielle des contrôles des capitaux**

Après la réussite de la première phase du programme de stabilisation du gouvernement Milei (ajustement budgétaire en particulier), **le gouvernement vise un équilibre des comptes externes en 2025.**

Pour cela, **un nouvel accord avec le FMI a été signé** en avril 2025 (soit le 23^{ème}), de 20 Md\$ et d'une durée de 4 ans, **complété par le soutien financier d'autres bailleurs de fonds** : BM (10 Md\$) et BID (12 Md\$) sur 3 ans. L'objectif est à la fois de renforcer les réserves de change du pays et de créer un effet catalytique auprès des investisseurs privés (afin de faire baisser le risque pays et faciliter le retour du pays au marché de la dette).

En contrepartie du soutien financier du FMI, le pays a modifié son régime de change (passé d'une parité glissante à une bande glissante¹¹) **et a levé partiellement le contrôle des capitaux**¹². A moyen terme, **le gouvernement vise à éliminer définitivement les contrôles des capitaux et laisser le taux de change évoluer librement.**

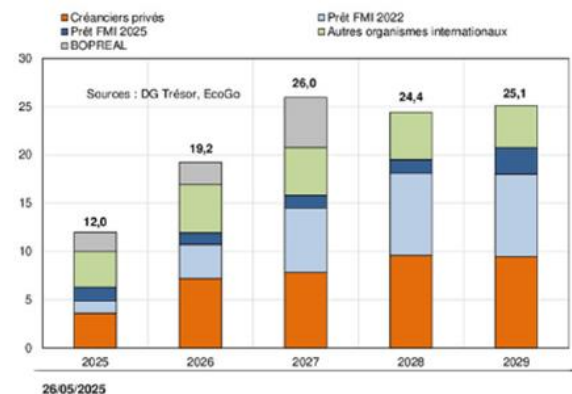
Une accumulation des réserves de change semble indispensable pour atteindre cet objectif, d'autant plus que le pays devra faire face à la hausse du service de sa dette en devises dans les prochaines années (Cf. *infra*). L'évolution des réserves de change dépendra notamment de la capacité du pays à accéder aux marchés des capitaux, à un coût raisonnable, ainsi qu'à attirer les capitaux privés étrangers, à mesure que les réformes se concrétisent.

- **Vers une hausse du service de la dette**

En 2024, l'accumulation de réserves de change, bien que modeste, a suffi à couvrir le service de la dette en devises. Pour 2025, grâce au nouveau programme du FMI, ainsi qu'au soutien financier d'autres bailleurs de fonds, le pays a d'ores et déjà effectué les paiements d'obligations en devises (coupons et amortissements) dus cette année¹³.

Pour 2026 et au-delà en revanche, l'Argentine devra faire face à d'importantes échéances comprises entre 19 Md\$ et 26 Md\$ (Cf. graphique ci-dessous).

Echéance de remboursement de dette en devises (en Md\$)



Source : DG trésor, 26/05/2025

Face aux importants remboursements à venir, **un retour sur le marché international de la dette sera crucial pour éviter un nouveau défaut de paiement**, d'autant plus que les réserves de change restent faibles, malgré le soutien financier récent des organismes multilatéraux. Les réserves de change brutes (or y compris) s'élèvent en effet à 39,9 Md\$ fin juin 2025 mais leur montant net est estimé à seulement 6,2 Md\$ sur cette même période.

Alors que **le FMI prévoit un retour de l'Argentine sur le marché de la dette internationale dès 2026, les primes de risque demeurent prohibitives à ce stade** (plus de 900 pts début septembre).

Le résultat des élections de mi-mandat d'octobre 2025 sera ainsi déterminant pour renforcer la confiance des investisseurs et faire baisser les primes de risques, facilitant le retour du souverain sur le marché de la dette internationale.

4. ASPECTS POLITIQUES ET GOUVERNANCE

- **Elections de mi-mandat : un indicateur clé du soutien au gouvernement**

Des élections nationales de mi-mandat sont prévues le 26 octobre 2025. Elles permettront de renouveler la moitié de la Chambre basse et un tiers du Sénat. S'agissant d'un scrutin national, le résultat des élections constituera un bon indicateur de mesure du soutien de la population au gouvernement, ainsi que de sa capacité à mettre en œuvre des réformes structurelles supplémentaires.

Alors que la plupart des sondages montraient qu'en moyenne, la coalition du président Milei

¹¹ Le cours officiel du Peso (ARS) fluctue dans une bande comprise entre 1000 ARS/USD et 1400 ARS/USD.

¹² Ainsi, le rapatriement des dividendes d'entreprises étrangères est désormais autorisé, mais uniquement sur base de profits réalisés à partir de début 2025 (les dividendes antérieurs restent toujours

bloqués). Les restrictions d'accès aux devises pour les particuliers (fixés auparavant à 200 \$/mois) ont été supprimés.

¹³ Entre janvier et juin 2025, le pays a effectué 2 versements d'un montant total de 8,7 Md\$.



«La Libertad Avanza », était en tête des préférences électorales, suivie des kirchneristes, la défaite inattendue du parti de Milei aux législatives de la province de Buenos Aires le 7 septembre dernier¹⁴ (34% des voix, contre 47% pour les péronistes) laisse cependant présager d'une certaine perte de popularité du gouvernement¹⁵.

Sur le plan social, malgré un premier semestre 2024 très difficile, tiré par la progression du chômage et la hausse de la pauvreté, les indicateurs sociaux plus récents sont mieux orientés, avec un net recul de la pauvreté, passé à 31,7% au T1 2025 (après 54,8% au T1 2024¹⁶), favorisé par la diminution de l'inflation.

Sur le plan des relations internationales, les liens avec les Etats-Unis se renforcent. Le président Milei est un fervent partisan du président Trump avec lequel il partage nombre d'opinions sur les questions liées à l'opposition aux politiques culturelles, sociales de gauche, mais aussi sur le climat. Avec la Chine, les relations resteraient pragmatiques car l'Argentine dépend de la demande chinoise et la Chine souhaite accéder aux matières premières agricoles, mais aussi aux minéraux critiques (lithium, cuivre). Avec le Brésil, les relations sont parfois tendues, mais ne seraient pas source de risque pour le commerce entre ces deux pays.

- Un climat des affaires en voie d'amélioration

L'environnement des affaires en Argentine est en phase d'amélioration, même si des mesures supplémentaires restent nécessaires.

En 2024, le gouvernement a approuvé un nouveau régime d'incitations fiscales (le RIGI) qui prévoit des avantages fiscaux, douaniers et de change pour les investissements d'un montant minimum compris entre 200 M\$ et 600 M\$, selon les secteurs.

En avril 2025, le gouvernement a annoncé la flexibilisation du taux de change, la levée partielle du contrôle des capitaux, permettant désormais aux entreprises étrangères de rapatrier leurs dividendes réalisés à partir de 2025. Les procédures pour le paiement d'importations ont aussi été assouplies.

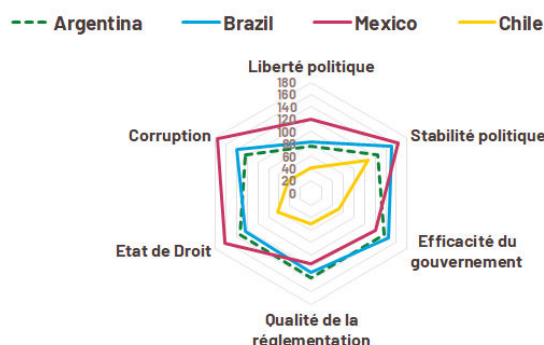
En matière de gouvernance, les indicateurs publiés par la Banque Mondiale sont un peu meilleurs que ceux du pays voisin, le Brésil, à l'exception de la qualité de la réglementation et d'Etat de droit.

¹⁴ Cette défaite serait en partie liée aux soupçons de corruption entourant la famille proche du président.

¹⁵ A noter toutefois qu'en mai 2025, le porte-parole du gouvernement Milei, Manuel Adorni, avait remporté les élections municipales de Buenos Aires, bastion du centre-droit, avec plus de 30% de voix.

¹⁶ [Source](#) : Consejo Nacional de Coordinación de Políticas Sociales, basé sur les données de l'institut de statistiques locales,

Indicateurs Banque mondiale
2023 - Rang (214 pays)



Note de lecture : plus les courbes sont éloignées du centre du radar, plus le pays est dans le bas du classement

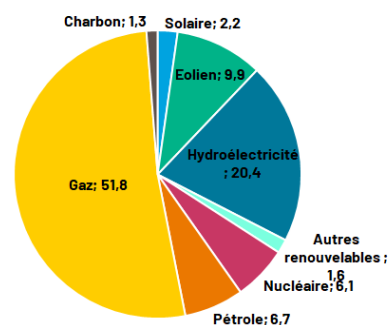
5. CLIMAT ET ENVIRONNEMENT

En 2019, l'Argentine s'est engagée à atteindre la neutralité carbone à l'horizon 2050¹⁷. L'agenda du gouvernement Milei laisse cependant penser que les aspects climatiques ne font pas partie des priorités du gouvernement. Climat sceptique, le président a d'ailleurs réitéré à Davos son opinion sur le changement climatique qu'il considère comme une continuité de cycles naturels. Le gouvernement avait d'ailleurs décidé de retirer sa délégation officielle de la COP 29 qui s'est tenue à Bakou en 2024.

Le mix électrique de l'Argentine est encore très dépendant des sources non renouvelables, du gaz en particulier, principale source de production d'électricité du pays (Cf. graphique ci-dessous).

Le pays demeure par ailleurs très vulnérable au changement climatique (sécheresse en particulier) pouvant affecter les rendements agricoles, dont les exportations sont la première source d'entrées de devises dans pays.

Argentine : production d'électricité par sources, en % (2023=146,43 TWh)



Source : Global and European Electricity review (Ember 2025)

l'INDEC. L'extrême pauvreté aurait aussi diminué à 7,3% au T1 2025, après 20,2% sur la même période l'an passé.

¹⁷ Le pays a par ailleurs déclaré l'urgence climatique, suivie par l'adoption au Sénat de la loi sur le changement climatique qu'établit des budgets financiers minimaux nécessaires à la mise en œuvre des politiques d'atténuation ou d'adaptation pour le climat.



DIRECTION DES ETUDES, DE L'EVALUATION ET DE LA PROSPECTIVE

Baptiste Thornary	Chef économiste	baptiste.thornary@bpifrance.fr
Sabrina El Kasmi	Responsable Pôle Conjoncture Macroéconomie Risque pays	sabrina.elkasmi@bpifrance.fr

Economie Internationale et Risques Pays

Anne-Sophie Fèvre	<i>Afrique de l'Ouest, Afrique australe, CEI & Russie</i>	as.fevre@bpifrance.fr
Adriana Meyer	<i>Amérique Latine, Asie du Sud & Inde, Afrique de l'Est</i>	adriana.meyer@bpifrance.fr
Victor Lequillier	<i>MENA, Turquie, Chine, ASEAN</i>	victor.lequillier@bpifrance.fr

Global trends, Pays Développés, Conjoncture France

Laetitia Morin	<i>France, pays développés, conjoncture PME</i>	laetitia.morin@bpifrance.fr
Thomas Laboureau	<i>France, pays développés, conjoncture ETI</i>	thomas.laboureau@bpifrance.fr

Disclaimer / Avertissement

This document and the information within do not create any contractual or legal binding obligation and Bpifrance reserves the right at any time and without further notice to modify its content and its form. This document and the information within it are provided for convenience and information purpose only and is in no way nor an advice, nor a recommendation, nor an offer to provide an investment service or of completion of any other operation and shall in no way be interpreted as a representation according to which an investment strategy or the completion of any other operation fits to any individual or entity. Before any decision is taken, any individual or entity is invited to seek advice from its own legal, taxation and financial advisers in order to make sure that the operation foreseen fits with its personal situation and its own aims and to make its own opinion regarding its own risk and financial analysis. This document and the information within are provided "as is" and Bpifrance disclaims all legal and other warranties, express, implied or usage of trade, including without limitation as to the accuracy, utility, completeness, fitness, of this document and the information within, nor as to the use that is made of them or the results to be obtained from decision that could be made by the individuals and entity having knowledge of them even if Bpifrance has been informed or was aware of their aim. This document and the information within are not meant to be circulated or used by any individual or entity in a country or jurisdiction where such circulation or use would be contrary to legal or regulatory obligations, or which might force Bpifrance to comply with any procedure or registration in such country or jurisdiction. The English version of this article is provided for convenience only and the French version shall prevail.

Ce document et les informations qui y figurent n'ont aucune valeur contractuelle ou juridique et Bpifrance se réserve le droit d'en modifier le contenu et la forme à tout moment et sans préavis. Ce document et les informations qu'il contient ont un but strictement informatif et ne constituent ni un conseil, ni une recommandation, ni une offre de fourniture d'un service d'investissement ou de réalisation de toute autre opération et ne doivent, en aucun cas, être interprétés comme une affirmation selon laquelle une stratégie d'investissement ou toute autre opération est adaptée à toute personne ou entité. Préalablement à toute décision chaque personne ou entité est invitée à consulter notamment ses propres conseils juridiques, fiscaux ou financiers afin de s'assurer de l'adéquation de l'opération envisagée avec sa situation particulière et ses propres objectifs et de former sa propre opinion au regard de sa propre analyse de risque et financière. Bpifrance ne garantit en aucun cas que ce document et les informations y figurant sont notamment exacts, utiles, complets, ou adaptés et ne fournit aucune garantie légale ou sur tout autre fondement, y compris expresse, implicite ou d'usage, ni concernant l'utilisation qui en est faite ou les résultats des décisions qui pourraient être prises par les personnes ou entités en ayant eu connaissance y compris si Bpifrance a été informée de leur objectif. Ce document et les informations y figurant ne visent pas à être distribués ou utilisés par toute personne ou entité dans un pays ou une juridiction où cette distribution ou utilisation serait contraire aux dispositions légales ou réglementaires, ou qui imposerait à Bpifrance de se conformer à des démarches quelconques ou obligations d'enregistrement dans ces pays ou juridictions. La version anglaise de cette clause est fournie à titre indicatif et la version française prévaut.